



Exposé sur les placements à revenu fixe

Mars 2011

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs



De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux représentants des médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération, et constituent des énoncés prospectifs selon les lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières applicables, y compris la loi *U.S. Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, des énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2011 et par la suite, et ses stratégies pour les atteindre, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir », et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude qui plane sur les environnements financier, économique et réglementaire, de tels risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment de crédit, de marché (y compris les marchés des actions, des marchandises, de change et de taux d'intérêt), d'illiquidité, d'exploitation, de réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux et les autres risques, tous présentés dans le rapport de gestion du rapport annuel de 2010 de la Banque. Parmi les autres facteurs de risque, mentionnons l'incidence des récentes modifications législatives aux États-Unis, comme il est mentionné à la rubrique « Événements importants en 2010 » de la section « Notre rendement » du rapport de gestion de 2010; les modifications aux lignes directrices sur les fonds propres et les liquidités, et les instructions relatives à la présentation ainsi que leur nouvelle interprétation; l'augmentation des coûts de financement de crédit causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées relativement au traitement et au contrôle de l'information. Cette énumération n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour obtenir de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2010. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et il ne devrait pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans cette présentation sont énoncées dans le rapport annuel de 2010 de la Banque, à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques », telle qu'elle est mise à jour dans le communiqué aux actionnaires pour le premier trimestre de 2011, ainsi qu'aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2011 » pour chacun des secteurs d'exploitation et le secteur Siège social, telles qu'elles sont mises à jour dans le communiqué aux actionnaires sur les résultats du premier trimestre de 2011 sous les rubriques « Perspectives ».

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les investisseurs et les analystes de la Banque à comprendre la situation financière, les objectifs et les priorités, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux, qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom, à l'exception de ce qui est exigé en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

1. **L'économie canadienne**
2. Aperçu général du Groupe Banque TD
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. Annexe

Pourquoi l'économie est en meilleure posture au Canada



- L'une des dix économies les plus compétitives du monde¹
- Le système bancaire le plus solide du monde¹
- L'économie canadienne s'est démarquée par rapport au G7 depuis 10 ans
 - Croissance moyenne du PIB réel de 2,7 % par an de 1997 à 2009
 - Reprise vigoureuse de l'économie canadienne
- Un solide marché du bâtiment au Canada
 - Valeurs domiciliaires résilientes
 - Réglementation plus prudente
- Un taux de chômage qui reste en deçà des sommets des récessions précédentes
- Meilleure situation financière des pays industrialisés du G7
 - Déficits provisionnels les plus bas
 - Niveau d'endettement global le plus bas

- Solides banques de services au détail et aux entreprises
 - Pratiques prudentes en matière d'octroi de crédit
 - Les principaux fournisseurs de services de gros appartenant à des banques canadiennes, leurs radiations peuvent être absorbées par les bénéfices provenant des activités de détail, qui sont stables

- Réactivité des pouvoirs publics et de la banque centrale
 - Proactivité des politiques et programmes visant à assurer une liquidité adéquate du système
 - Actualisation des règles régissant les prêts hypothécaires en vue de modérer le marché et de protéger le consommateur

- Réglementation judiciaire
 - Réglementation fondée sur des principes plutôt que sur des règles
 - Un seul organe de réglementation pour l'ensemble des grandes banques
 - Des règles prudentes en matière de fonds propres, et des exigences plus strictes que les normes mondiales
 - Des exigences en matière de fonds propres fondées sur l'actif pondéré en fonction du risque

Le système bancaire le plus solide du monde¹

Un marché canadien des prêts hypothécaires différent du marché américain



	Canada	États-Unis
Produits	<ul style="list-style-type: none"> ■ Gamme de produits traditionnelle : taux fixe ou variable 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les prêts hypothécaires actuels comprennent aussi des produits exotiques antérieurs (capitalisés à l'échéance, prêts à taux variable à options)
	<ul style="list-style-type: none"> ■ La nouvelle réglementation d'avril 2010 sur les prêts hypothécaires assurés en cas de défaillance a fait passer à un taux fixe à 5 ans le taux de qualification pour les prêts à taux variable ou pour les termes inférieurs à 5 ans 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les emprunteurs sont souvent admis à un taux préférentiel → et ont un choc au moment de la révision du taux (les normes d'octroi ont été resserrées depuis)
	<ul style="list-style-type: none"> ■ 2 % des prêts hypothécaires actuels sont considérés comme « à risque » 	<ul style="list-style-type: none"> ■ 10 % des prêts hypothécaires actuels sont considérés comme « à risque »
Souscription	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les termes sont habituellement de 5 ans ou moins et renouvelables à l'échéance 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les termes sont le plus souvent de 30 ans
	<ul style="list-style-type: none"> ■ La politique a été resserrée davantage au moyen de nouvelles règles relatives aux prêts hypothécaires assurés, qui ramènent l'amortissement maximal de 35 à 30 ans et le ratio prêt-valeur maximal à 85 % sur les refinancements à compter du 18 mars 2011 	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'amortissement se fait généralement sur 30 ans et peut aller jusqu'à 50 ans
	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'assurance hypothécaire est obligatoire pour un ratio prêt-valeur de plus de 80 % et couvre le montant complet du prêt 	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'assurance hypothécaire ne couvre souvent que la partie du prêt dont le ratio est supérieur à 80 %
Réglementation et imposition	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les intérêts sur les prêts hypothécaires ne sont pas déductibles d'impôts 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les intérêts sur les prêts hypothécaires sont déductibles, ce qui est une incitation à emprunter
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les prêteurs peuvent recourir contre l'emprunteur ou saisir la propriété dans la plupart des provinces 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les prêteurs n'ont qu'un recours limité dans la plupart des territoires
Canaux de distribution	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les prêts sont montés par des courtiers externes jusque dans 30 % des cas 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les prêts montés par des courtiers externes ont atteint jusqu'à 70 % des cas; ils ne représentent à présent que moins de 30 %

Économie canadienne

Perspectives à court terme un peu plus prometteuses

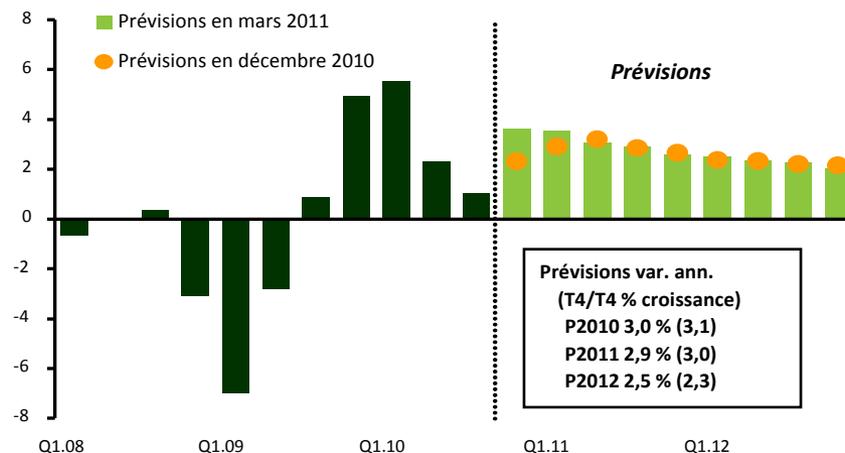


- L'économie canadienne connaît une reprise vigoureuse

- Les mesures de stimulation monétaire et fiscale contribuent à soutenir la vigueur économique mondiale, qui soutient la demande mondiale de produits de consommation

PIB réel au Canada

(Variation trimestrielle en pourcentage annualisée)

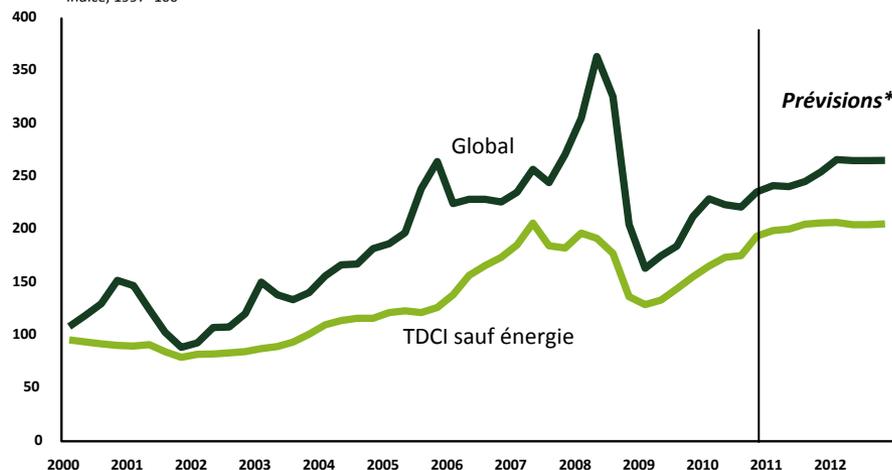


P : Prévisions formulées par TD Economics en février 2011.

Source : Statistique Canada/Haver Analytics

Indice des produits de base TD

Indice, 1997=100



*Prévisions formulées par TD Economics en décembre 2010.

Source : Wall Street Journal, TD Economics

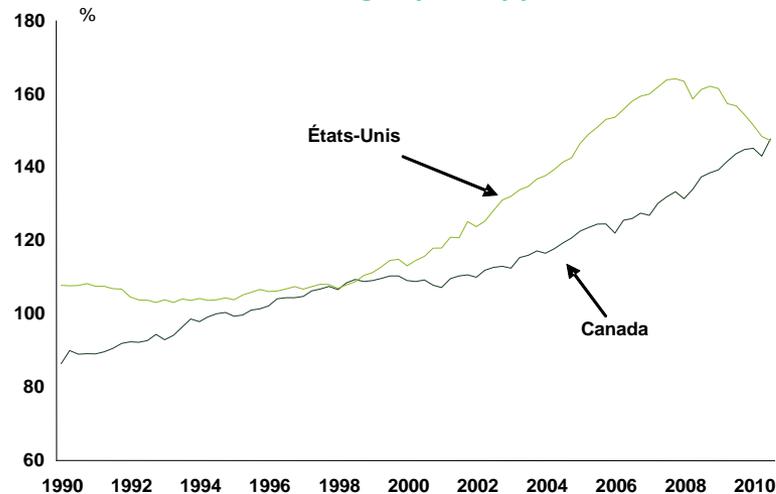
Économie canadienne

Vents contraires à moyen terme



- La hausse progressive des taux d'intérêt ralentira les dépenses à la consommation facilitées par l'endettement

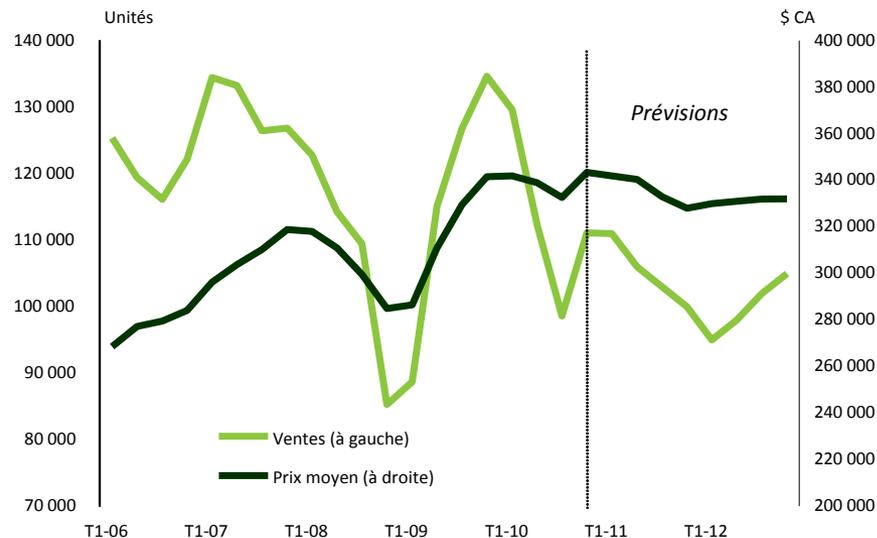
Endettement des ménages par rapport au revenu disponible



Source : Statistique Canada, TD Economics

- Le marché du bâtiment au Canada demeurera équilibré, les prix évoluant en grande partie latéralement

Marché du bâtiment au Canada



Prévisions formulées par TD Economics en décembre 2010.
Source : ACI, données trimestrielles désaisonnalisées.

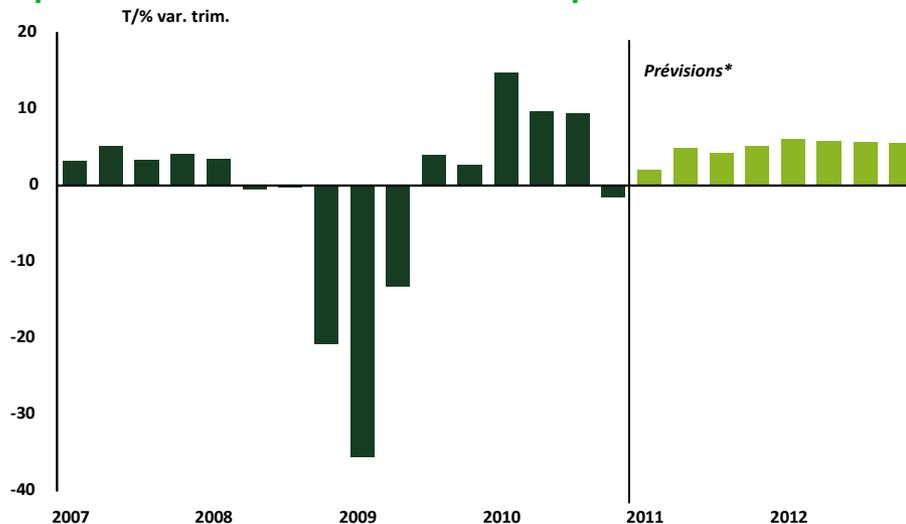
- Le taux de chômage a plafonné et demeure orienté en baisse

Chômage au Canada



- Les bénéfices vigoureux des sociétés et les récentes modifications fiscales des gouvernements fédéral et provinciaux encourageront de fortes dépenses d'investissement des entreprises

Dépenses d'investissement des entreprises au Canada



*Prévisions formulées par TD Economics en février 2011.
Source : Statistique Canada

- Le taux de chômage demeurera orienté en baisse
- L'inflation demeurera contenue
- Les taux d'intérêt augmenteront progressivement, mais demeureront peu élevés
- Bilans des entreprises sains et bilans des gouvernements relativement stables
- Le PIB global évoluera à un rythme sain et modeste

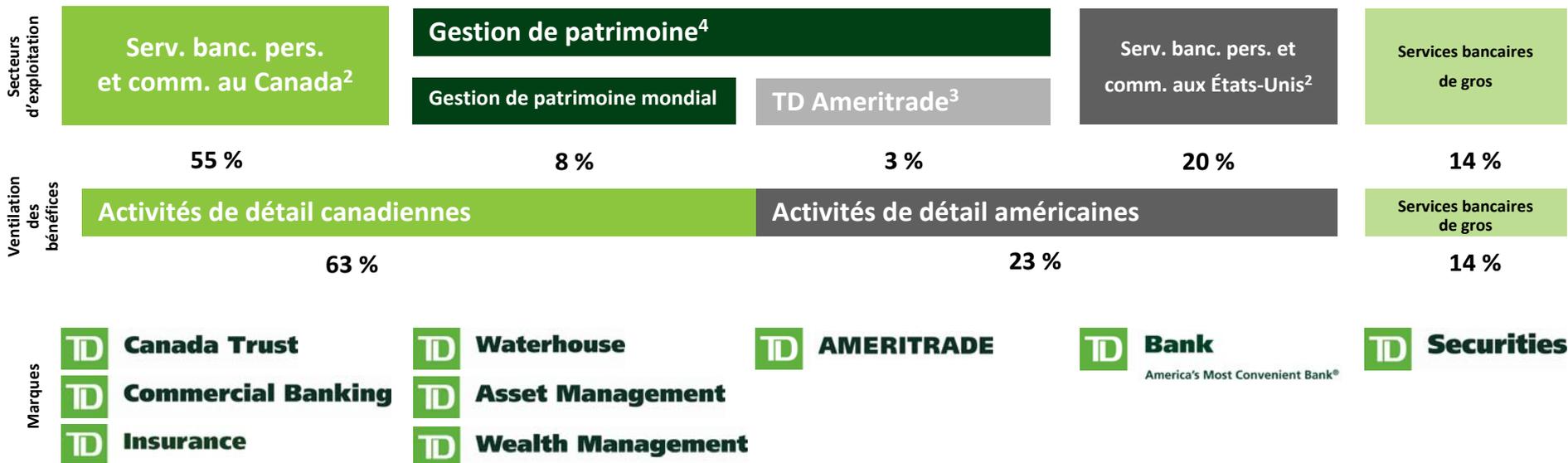
1. L'économie canadienne
2. **Aperçu général du Groupe Banque TD**
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. Annexe

Principaux secteurs d'activité en un coup d'oeil



Bénéfices rajustés¹

T1 2011 - ~1,6 G\$ CA



Plus de 80 % des bénéfices proviennent des activités de détail

1. D'après les bénéfices rajustés du T1 2011. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'exploitation, les bénéfices rajustés du secteur Siège social sont exclus. Les résultats financiers de la Banque dressés selon les PCGR sont désignés comme « présentés ». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR, appelées « résultats rajustés » (obtenus en retranchant des bénéfices déclarés les « éléments à noter », déduction faite des impôts) pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour mesurer son rendement global. Le bénéfice net rajusté, le bénéfice par action rajusté et les termes analogues utilisés dans cet exposé ne sont pas définis selon les PCGR et, par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Se reporter à la page 5 du communiqué aux actionnaires sur les résultats du premier trimestre de 2011 (td.com/investor) pour plus d'explications. Vous y trouverez aussi une liste des éléments à noter et un rapprochement des résultats rajustés par rapport aux résultats présentés (conformément aux PCGR). Le bénéfice net déclaré pour le T1 2010, le T4 2010 et le T1 2011 était de 1 297 M\$, 994 M\$ et 1 541 M\$, respectivement, et les variations trimestrielles et annuelles déclarées étaient de 55 % et 19 % respectivement.

2. S'entend des Services bancaires personnels et commerciaux.

3. La TD détenait une participation déclarée de 45,57 % dans TD Ameritrade au 31 janvier 2011.

4. Le secteur Gestion de patrimoine est formé de Gestion de patrimoine mondial et de TD Ameritrade.



Au Canada

- Plus de 1 100 succursales d'un océan à l'autre

Aux États-Unis

- Plus de 1 200 succursales dans 15 États et le district fédéral de Columbia sur le littoral Est

(M\$ CA)	T1 2011	Variation trimes-trielle	Variation annuelle	Exercice 2010	Variation annuelle
Revenus	5 460 \$	9 %	8 %	19 565 \$	10 %
Provision pour pertes sur créances	414 \$	3 %	-20 %	1 625 \$	-34 %
Charges	3 193 \$	-2 %	7 %	12 163 \$	Négligeable
Bénéfice net rajusté	1 588 \$	26 %	11 %	5 228 \$	11 %
BPA rajusté (dilué)²	1,74 \$	26 %	9 %	5,77 \$	8 %
Fonds propres de 1^{re} catégorie	12,7 %	50 pdb	120 pdb	12,2 %	90 pdb

Solide rendement malgré la conjoncture difficile

1. Résultats rajustés définis à la diapo 12. Le bénéfice net déclaré pour le T1 2011 et l'exercice 2010 se chiffre respectivement à 1 541 M\$ CA et 4 644 M\$ CA.
 2. Résultats rajustés définis à la diapo 12. Le BPA (dilué) déclaré pour le T1 2011 et l'exercice 2010 se chiffre respectivement à 1,69 \$ CA et 5,10 \$ CA.

Bâtir la meilleure banque

Une banque résolument nord-américaine

- L'une des dix grandes banques d'Amérique du Nord¹
- L'une des rares banques au monde cotées Aaa par Moody's
- Mise à profit de la plateforme et de la marque pour la croissance
- Employeur de prédilection

Accent sur la rentabilité des activités de détail

- Chef de file du service à la clientèle et de la commodité
- Environ 80 % du bénéfice rajusté issu des activités de détail^{2,3}
- Solide moteur de croissance interne
- Meilleur rendement compte tenu du risque assumé⁴

Services bancaires aux franchisés

- Flux de bénéfices croissant et reproductible
- Focalisation sur les produits axés sur le client
- Exploitation d'un courtier d'avenir
- Réinvestissement continu dans nos avantages concurrentiels

Gestion disciplinée du risque

- Nous n'assumons que les risques que nous comprenons
- Nous éliminons systématiquement le risque extrême
- Gestion rigoureuse des fonds propres et liquidités
- Culture et politiques conformes à la philosophie de gestion du risque

1. Voir la diapositive 16.

2. Voir la diapositive 12.

3. Les activités de détail comprennent les résultats des segments Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

4. Selon le rendement des actifs pondérés en fonction des risques du T1 2011, calculé comme le bénéfice net rajusté disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par les actifs moyens pondérés en fonction des risques. Voir la diapo 16 pour des détails. Voir la note 2 de la diapo 12 pour la définition des résultats rajustés.

Groupe Banque TD

L'une des 10 grandes banques d'Amérique du Nord



T1 2011¹

(En milliards de dollars US)²



Par rapport aux :

Pairs
canadiens⁸

Pairs nord-
américains⁹

		Pairs canadiens ⁸	Pairs nord- américains ⁹
Actif	615,5 \$	2 ^e	6 ^e
Dépôts nord-américains	437,8 \$	1 ^{re}	5 ^e
Capitalisation boursière³	66,0 \$	2 ^e	6 ^e
Bénéfice net rajusté⁴ (4 derniers trimestres)	5,4 \$	2 ^e	6 ^e
Bénéfice rajusté des activités de détail⁵ (4 derniers trimestres)	5,1 \$	1 ^{re}	3 ^e
Ratio des fonds propres de 1^{re} catégorie	12,7 %	4 ^e	5 ^e
Effectif moyen en équivalents temps plein⁶	~73 500	1 ^{re}	5 ^e
Cote Moody's⁷	Aaa	S.O.	S.O.

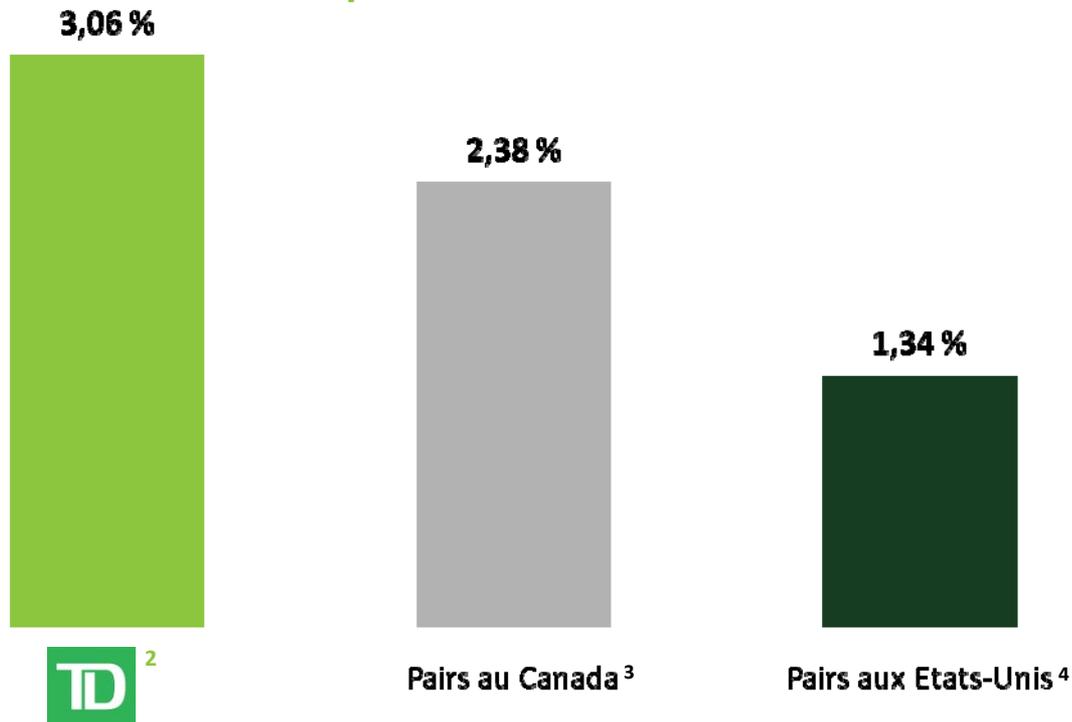
La TD parmi les 10 grandes banques d'Amérique du Nord

1. Le T1 2011 va du 1^{er} novembre 2010 au 31 janvier 2011.
2. Les mesures du bilan ont été converties en dollars américains au taux de change de 0,9985 \$ US/ \$ CA (au 31 janvier 2011). Les mesures de l'état des résultats ont été converties en dollars américains au taux de change trimestriel moyen de 0,99524 pour le T1 2011, de 0,9701 pour le T4 2010, de 0,9614 pour le T3 2010 et de 0,9725 pour le T2 2010.
3. Au 31 janvier 2011.
4. D'après les résultats rajustés définis à la diapo 12. Le bénéfice net comme présenté est de 4,9 G\$ US.
5. D'après les résultats rajustés et le bénéfice tiré des activités de détail définis à la diapo 12.
6. Effectif moyen en équivalents temps plein pour le T1 2011.
7. Pour la dette à long terme (dépôts) de La Banque Toronto-Dominion au 31 janvier 2011.
8. Pairs canadiens : quatre autres grandes banques (RBC, BMO, Scotia et CIBC), bénéficiant rajustés sur une base comparable de façon à exclure les éléments non sous-jacents. D'après les résultats du T1 2011 terminé le 31 janvier 2011.
9. Les pairs nord-américains désignent les pairs canadiens et américains. Les pairs américains – y compris les banques installées sur les principales places financières (C, BAC, JPM) et les trois plus grandes banques régionales (WFC, PNC, USB). Résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure les éléments non sous-jacents précis. Pour les pairs américains, d'après les résultats du T4 2010 terminé le 31 décembre 2010.

Accent sur le rendement en fonction des risques



Rendement des actifs pondérés en fonction des risques¹



Meilleur rendement en fonction du risque assumé

1. Ajusté sur une base comparable de façon à exclure des éléments non sous-jacents précis. Le rendement des actifs pondérés en fonction des risques correspond au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par la moyenne du rendement pondéré en fonction des risques.

2. Les données de la TD sont fonction des résultats rajustés du T1 2011, définis à la diapo 12.

3. Pairs au Canada : résultats des quatre autres grandes banques (RBC, BMO, Scotia et CIBC). D'après les résultats du T1 2011 terminé le 31 janvier 2011.

4. Pairs aux États-Unis : banques installées sur les principales places financières (Citigroup, Bank of America, JP Morgan Chase) et les trois plus grandes banques régionales (Wells Fargo, PNC, et US Bancorp). Résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure des éléments non sous-jacents précis. D'après les résultats du T4 2010 terminé le 31 décembre 2010.

Traverser la « vallée » de la récession

- ❑ Gérer avec soin les fonds propres, le financement, les liquidités et le risque



Garder notre modèle d'affaires intact

- ❑ Préserver notre culture fondée sur le rendement, la commodité et le service



Sortir avec le vent dans les voiles

- ❑ Une part de marché accrue, une présence accentuée et une position de leadership sur le plan du service et de la commodité



En bonne position pour la croissance

Maintenant

Continuer de viser une croissance durable

Une stratégie simple, une attention soutenue, une exécution supérieure

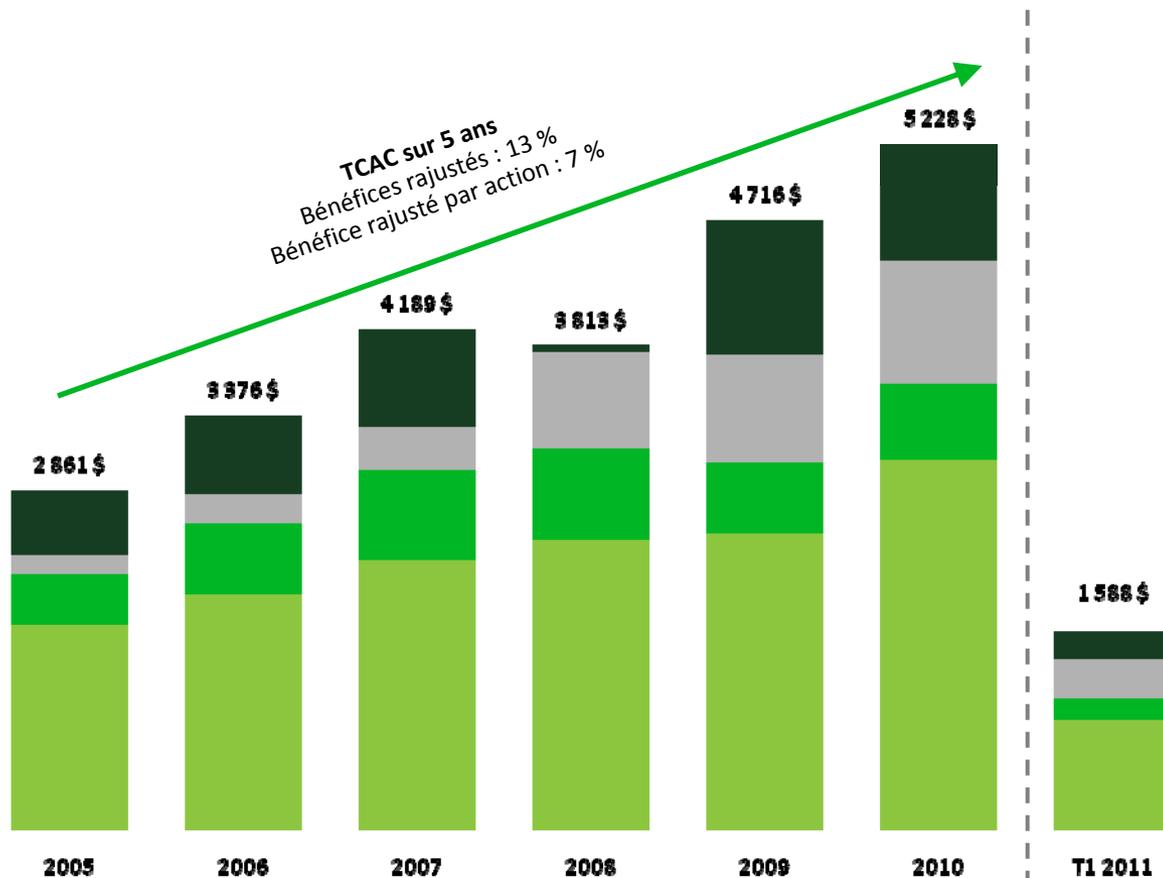


Bénéfices rajustés¹

(M\$ CA)

TCAC sur 5 ans
Bénéfices rajustés : 13 %
Bénéfice rajusté par action : 7 %

- Services bancaires de gros
- Serv. banc. pers. et comm. É.-U.
- Gestion de patrimoine
- Serv. banc. pers. et comm. Canada



Activités de détail en pourcentage des bénéfices rajustés

81 %

81 %

80 %

98 %

78 %

83 %

86 %

Croissance et rendement solides dans tous les secteurs

1. Voir la diapo 12 pour la définition des résultats rajustés. Voir également les rubriques portant sur les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et Services bancaires de gros à la rubrique « Analyse des secteurs d'exploitation » des rapports annuels de 2010, 2009, 2008, 2007 et 2006, et voir le communiqué aux actionnaires sur les résultats du premier trimestre de 2011 à partir de la page 5, pour obtenir une explication de la façon dont la Banque communique ses résultats et pour un rapprochement des mesures non conformes aux PCGR utilisées par la Banque par rapport aux résultats déclarés (conformément aux PCGR) aux pages 146 et 147 du rapport annuel de 2010 pour un rapprochement des dix exercices s'étant terminés en 2010.



Bâtir la meilleure banque

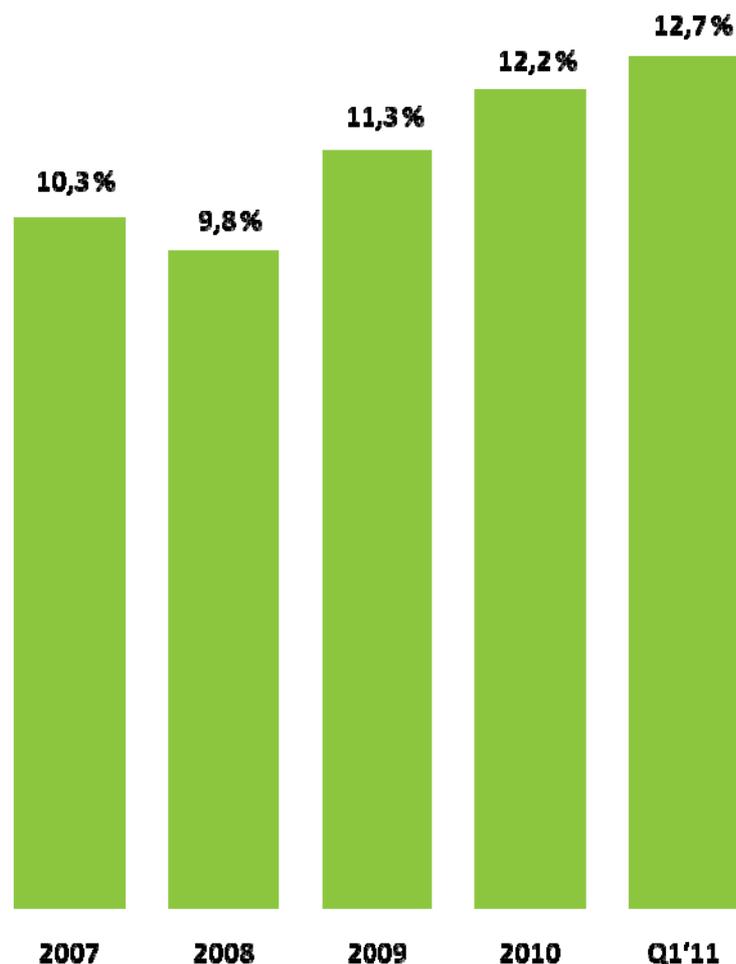
Une banque résolument nord-américaine

Accent sur la rentabilité des activités de détail

Services bancaires aux franchisés

Gestion disciplinée du risque

1. L'économie canadienne
2. Aperçu général du Groupe Banque TD
3. **Gestion de la trésorerie et du bilan**
4. Annexe



Points saillants

- Solide capitalisation
 - Poursuite de la croissance interne du capital
- Bon positionnement pour suivre la réglementation dans son évolution
 - Courtier de gros à faible risque
 - Environ le tiers des actifs est pondéré en fonction du risque
 - Fonds propres de 1^{re} catégorie composés à environ 80 % de capitaux propres corporels¹

Solide capitalisation

1. Les capitaux propres corporels représentent la somme des actions ordinaires, des bénéfices non répartis, de certains éléments du cumul des autres éléments du résultat étendu, du surplus d'apports, des participations sans contrôle et de l'incidence nette de l'élimination du décalage d'un mois des entités américaines, déduction faite de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels (après déduction des passifs d'impôts futurs).

Cotes de l'émetteur¹

Moody's	S&P	Fitch	DBRS
Aaa	AA-	AA-	AA

La Banque TD bien cotée

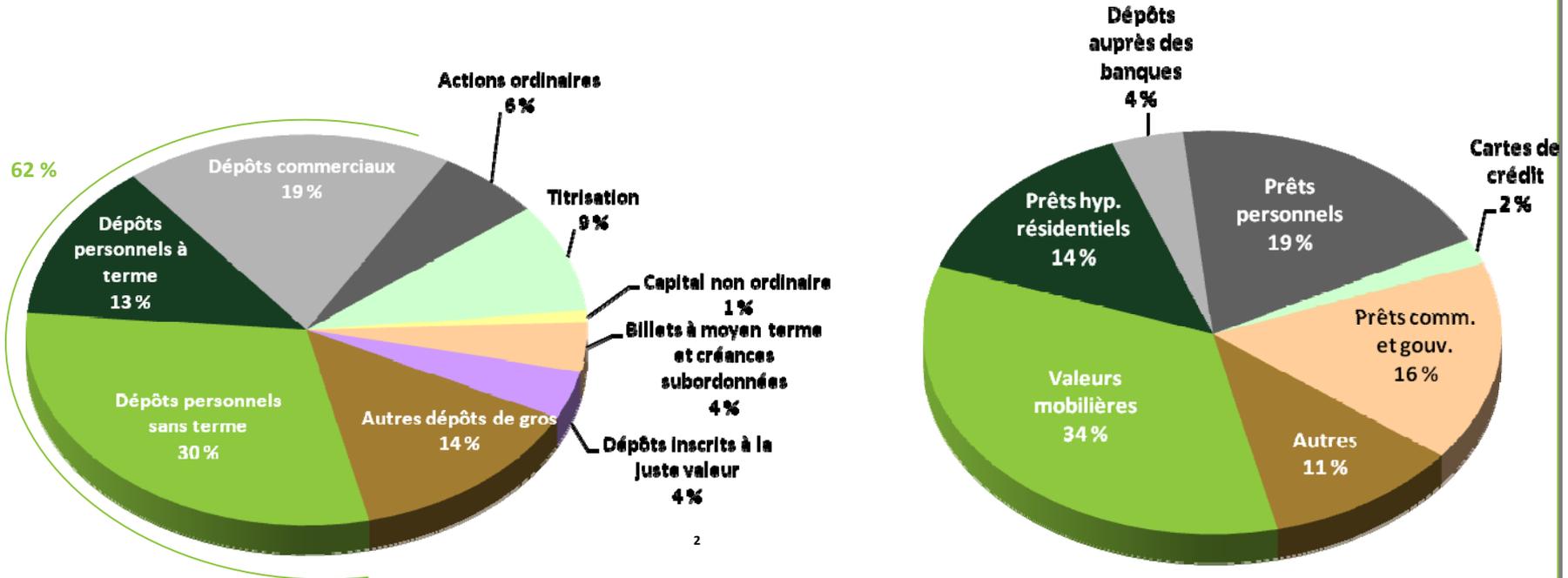
- Politiques et pratiques de gestion du risque étendues à l'échelle de la Banque
- Mesure et quantification du risque
 - Analyse de scénarios
 - Simulations de crise
- Démarche intégrée de surveillance et de reddition de comptes sur les risques courus
 - À la haute direction et au conseil d'administration
- Processus régulier de révision, d'évaluation et d'approbation des politiques de risques
 - Comités de direction
 - Comité du risque du Conseil

- Politique de gestion du risque lié aux liquidités mondiales
 - Peu de recours au financement de gros
 - Prise en compte, sur le plan des liquidités, des risques liés à des éléments hors bilan
 - Surveillance quotidienne de l'évolution des marchés de financement mondiaux et des incidences possibles sur notre accès au financement
- Harmonisation des échéances des actifs et passifs
 - Abstention d'opérations de portage de liquidités
- Transfert des coûts de tarification aux unités fonctionnelles
 - Prise en compte du coût lié aux liquidités dans la tarification des produits
- Examen et approbation, par le Comité du risque du Conseil, de l'ensemble des politiques de gestion du risque de marché entrant dans la gestion de l'actif ou du passif
 - Réception des rapports sur la conformité aux limites de risque

Politiques conservatrices en matière de liquidités

Financements¹

Actifs générateurs de trésorerie³



Principales sources de trésorerie : dépôts personnels et commerciaux

1. Au 31 janvier 2011. Ne tient pas compte des passifs qui ne créent pas de financement : acceptations bancaires, dérivés sur opérations de négociation et autres passifs.

2. Correspondent aux « dépôts destinés à des fins de transaction » selon les PCGR du Canada.

3. Moyenne pour le trimestre terminé le 31 janvier 2011.

- Grand bassin de dépôts commerciaux et de détail stables
 - Limitation du montant des dépôts que nous pouvons détenir pour un quelconque déposant
- Grand utilisateur du programme de titrisation, principalement par l'intermédiaire des Obligations hypothécaires du Canada
- Recours minime au financement de gros jusqu'à présent
 - Diversification géographique du financement de gros, par monnaie et par réseau de distribution
 - Plafonnement des financements de gros pouvant venir à échéance au cours d'une période donnée
- La TD poursuit sa croissance

Élargissement et diversification des sources de financement

- Programme de billets à moyen terme en euros
 - 20 G\$ US de billets de premier rang et billets subordonnés
 - Maximum de 5 G\$ US de billets subordonnés
- Programme d'obligations américaines (prospectus préalable)
 - 15 G\$ US de titres de créance de premier rang
- Programme d'obligations sécurisées
 - 10 G€ d'obligations sécurisées (créances de premier rang)
- Autres sources de financement
 - Billets à moyen terme émis au Canada
 - Titres adossés à des créances hypothécaires (programme Obligations hypothécaires du Canada)
 - Titres adossés à des créances mobilières à terme

- Solide capitalisation
- Excellentes cotes de crédit
- Gestion du risque proactive et disciplinée
- Bilan attrayant
- Stratégie de financement diversifiée à l'appui des plans de croissance

1. L'économie canadienne
2. Aperçu général du Groupe Banque TD
3. Gestion de la trésorerie et du bilan
4. **Annexe**

Portefeuille de prêts bruts

Comprend les acceptations bancaires



Soldes (en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T4 2010	T1 2011
Portefeuille de Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	182,9 \$	187,8 \$
Services bancaires personnels¹	151,1 \$	154,7 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	60,6	64,2
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	59,0	58,8
Lignes de crédit non garanties	9,2	9,1
Cartes de crédit	8,1	8,1
Autres services bancaires personnels	14,2	14,5
Services bancaires commerciaux (y compris aux petites entreprises)	31,8 \$	33,1 \$
Portefeuille de Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U. (en \$ US)	65,0 \$ US	66,9 \$ US
Services bancaires personnels	23,3 \$ US	24,7 \$ US
Prêts hypothécaires résidentiels	9,2	10,4
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ²	9,1	9,2
Prêts automobiles indirects	3,3	3,4
Cartes de crédit	0,8	0,8
Autres services bancaires personnels	0,9	0,9
Services bancaires commerciaux	39,9 \$ US	40,4 \$ US
Immobilier non résidentiel	9,6	9,8
Immobilier résidentiel	4,0	3,9
Commercial et industriel	26,3	26,7
Prêts couverts par la FDIC	1,8 \$ US	1,8 \$ US
Opérations de change sur le portefeuille de Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	1,3 \$	0,1 \$
Portefeuille de Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U. (\$ CA)	66,3 \$	67,0 \$
Portefeuille de Services bancaires de gros	18,1 \$	17,7 \$
Autres³	5,2 \$	5,9 \$
Total	272,5 \$	278,4 \$

1. Excluant les prêts hypothécaires résidentiels titrisés / sur valeur domiciliaire hors bilan : T4 2010 – 65 G\$; T1 2011 – 64 G\$.

2. LDCVD aux É.-U. comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire nette.

3. « Autres » comprend le portefeuille de Gestion de patrimoine et du secteur Siège social.

Nota : Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'arrondissement.
Ne comprend pas les titres de créance classés dans les prêts.

Points saillants des portefeuilles de crédit au T1 2011

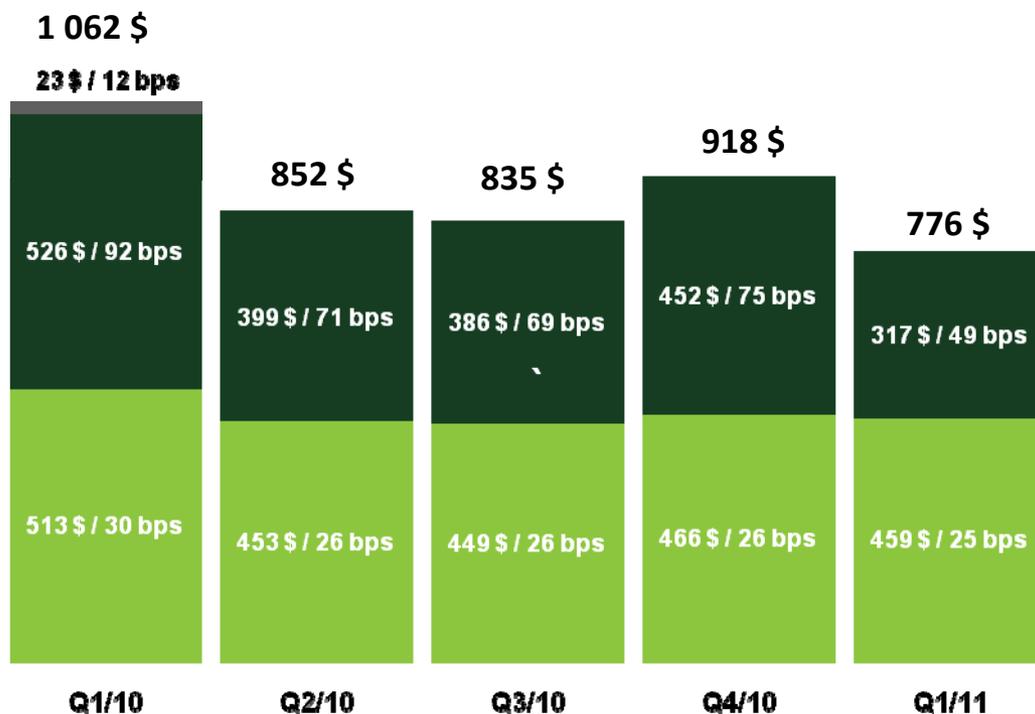


- Services bancaires personnels au Canada
 - Poursuite des solides rendements du crédit
- Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada
 - Prévion de maintien de solides rendements du crédit
- Services bancaires personnels aux États-Unis
 - Stabilité du taux de défaillance et amélioration du taux de perte
 - Croissance des prêts de qualité pour le portefeuille des prêts hypothécaires résidentiels
 - Prévion d'amélioration des rendements du crédit avec la baisse du taux de chômage
- Services bancaires commerciaux aux États-Unis
 - Portefeuille immobilier commercial :
 - Réduction notable des nouveaux prêts douteux bruts et des PPC au cours du trimestre
 - Prévion d'autres améliorations en raison des tendances économiques positives
 - Portefeuille commercial et industriel :
 - Amélioration des rendements du crédit dans la plupart des secteurs de l'industrie
 - Les portefeuilles de crédit des banques récemment acquises continuent d'afficher un rendement conforme aux attentes

Nouveaux prêts douteux bruts par portefeuille



Nouveaux prêts douteux bruts¹ : M\$ et ratios²



Points saillants

- Baisse des nouveaux prêts douteux bruts de 286 M\$ ou 27 % sur 12 mois
- Maintien de la stabilité du taux de souscription des SBPC pour le Canada
- Baisse des souscriptions des SBPC pour les États-Unis de 135 M\$ (127 M\$ US) ou 30 % en variation trimestrielle
 - La baisse se situe principalement dans le portefeuille de l'immobilier commercial non résidentiel



	Q1/10	Q2/10	Q3/10	Q4/10	Q1/11	
Pairs au Canada ⁴	42	34	33	35	28	<i>pdb</i>
Pairs aux États-Unis ⁵	111	85	78	78	n.d.	<i>pdb</i>

	Autres ³
	Portefeuille de Services bancaires de gros
	Portefeuille Serv. banc. pers. et comm. É.-U.
	Portefeuille Serv. banc. pers. et comm. CA

1. Les nouveaux prêts douteux bruts représentent les montants s'ajoutant aux prêts et acceptations douteux au cours du trimestre, exclusion faite de l'incidence des titres de créance classés dans les prêts et des prêts couverts par la FDIC.

2. Ratio des nouveaux prêts douteux bruts/prêts et acceptations bruts moyens.

3. « Autres » comprend le portefeuille de Gestion de patrimoine et du secteur Siège social.

4. Moyenne des pairs canadiens – BMO, BNS, CIBC, RBC; les données sur les pairs tiennent compte des titres de créance classés dans les prêts.

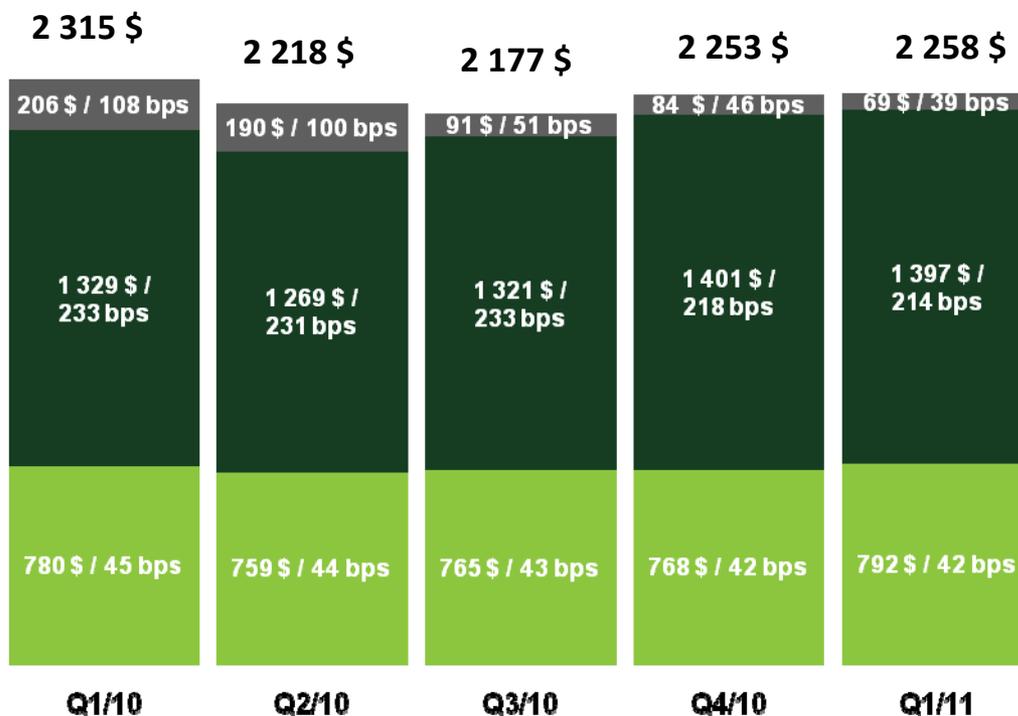
5. Moyenne des pairs américains – BAC, C, JPM, PNC, USB, WFC (nouveaux actifs improductifs/prêts bruts moyens).

n.d. : non disponible.

Prêts douteux bruts par portefeuille



Prêts douteux bruts¹ : M\$ et ratios²

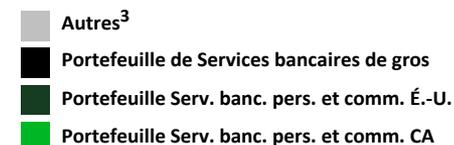


Points saillants

- Maintien de la stabilité des prêts douteux bruts et poursuite de la baisse du taux de prêts douteux
- Stabilité des prêts douteux bruts des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, étant donné la croissance du portefeuille des prêts de qualité
 - Modeste hausse du portefeuille personnel en partie contrebalancée par une baisse du portefeuille commercial
- Poursuite de la baisse du taux de prêts douteux des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis
 - Augmentation minimale en dollars US en variation trimestrielle contrebalancée par l'incidence du taux de change



	Q1/10	Q2/10	Q3/10	Q4/10	Q1/11	
Pairs au Canada ⁴	91	88	84	83	82	<i>pdb</i>
Pairs aux États-Unis ⁵	153	166	160	149	n.d.	<i>pdb</i>
	334	319	316	292	n.d.	<i>pdb</i>

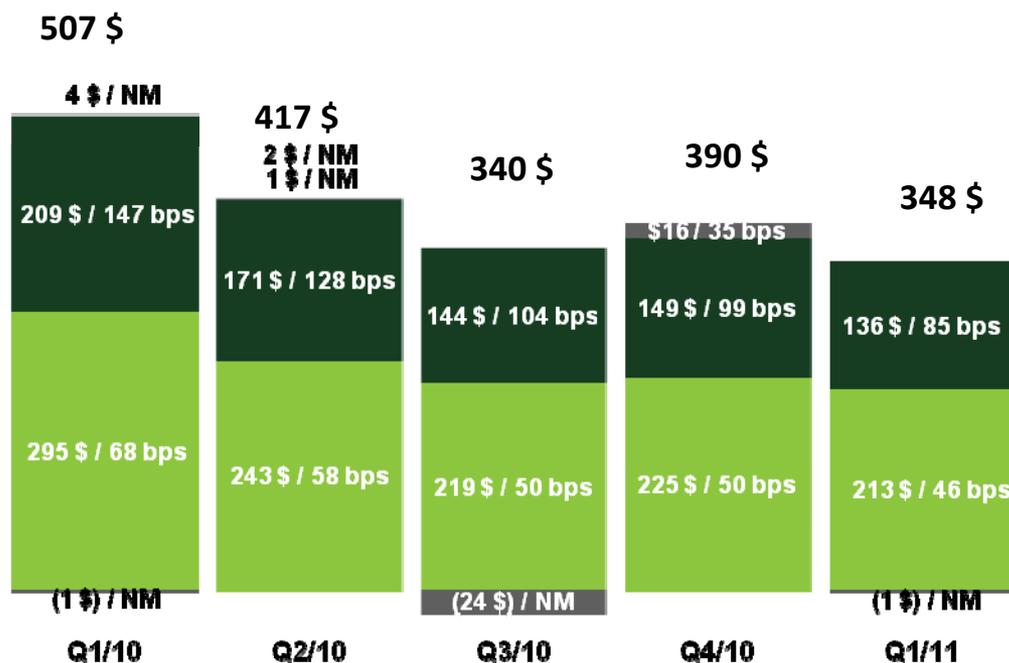


1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des titres de créance classés dans les prêts ni des prêts couverts par la FDIC.
 2. Ratio des prêts douteux bruts/prêts et acceptations bruts (les deux sont au comptant) par portefeuille.
 3. « Autres » comprend le portefeuille de Gestion de patrimoine et du secteur Siège social.
 4. Moyenne des pairs canadiens – BMO, BNS, CIBC, RBC; les données sur les pairs tiennent compte des titres de créance classés dans les prêts à compter du T4 2009.
 5. Moyenne des pairs américains – BAC, C, JPM, PNC, USB, WFC (prêts improductifs/total des prêts bruts).
 n.d. : non disponible.

Provision pour pertes sur créances (PPC) par portefeuille



PPC¹ : M\$ et ratios²



Points saillants

- Recul de 28 pdb du taux de la PPC sur 12 mois, à cause de l'amélioration du contexte économique
- Recul de 4 pdb de la PPC des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada en variation trimestrielle, sous l'influence de la PPC des services commerciaux
- Baisse de 13 M\$ (10 M\$ US), ou 9 % en variation trimestrielle, de la PPC des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis
 - Hausse de 33 M\$ US de la provision générale afin de soutenir la croissance du portefeuille
- Prévision de poursuite de la tendance à la baisse de la PPC US grâce à l'amélioration des perspectives économiques



Pairs au Canada⁶
Pairs aux États-Unis⁷

	Q1/10	Q2/10	Q3/10	Q4/10	Q1/11	
	80	68	53	60	52	<i>pdb</i>
	70	63	53	48	n.d.	<i>pdb</i>
	355	265	217	195	n.d.	<i>pdb</i>

- Autres³
- Portefeuille de Services bancaires de gros⁴
- Portefeuille Serv. banc. pers. et comm. É.-U.
- Portefeuille Serv. banc. pers. et comm. CA

1. La PPC ne tient pas compte de l'incidence des titres de créance classés dans les prêts ni des prêts couverts par la FDIC.

2. Ratio de la provision pour pertes sur créances trimestriel annualisé/prêts et acceptations nets moyens.

3. « Autres » comprend le portefeuille de Gestion de patrimoine et du secteur Siège social.

4. La PPC des Services bancaires de gros exclut les primes sur les swaps sur défaillance : T1 2011 – 7 M\$.

5. La provision totale pour pertes sur créances exclut l'augmentation de la provision générale des Services bancaires personnels et commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada.

6. Moyenne des pairs canadiens – BMO, BNS, CIBC, RBC; les provisions pour pertes sur créances des pairs excluent les augmentations des provisions générales; les données sur les pairs tiennent compte des titres de créance classés dans les prêts à compter du T4 2009.

7. Moyenne des pairs américains – BAC, C, JPM, PNC, USB, WFC.

n.s. : non significatif, n.d. : non disponible.

Téléphone :
416-308-9030
ou 1-866-486-4826

Courriel :
tdir@td.com

Site Web :
www.td.com/francais/rapports/index.jsp



**Meilleures rencontres avec la
communauté des investisseurs**

**Meilleures relations avec les
investisseurs par un chef des finances :**
Sociétés à forte capitalisation

**Meilleures relations avec les
investisseurs par un chef de la direction :**
Sociétés à forte capitalisation

**Grand prix des meilleures relations
avec les investisseurs :**
Sociétés à forte capitalisation

**Meilleures relations avec les
investisseurs par secteur :**
Services financiers



Exposé sur les placements à revenu fixe

Mars 2011